



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation des urgences hospitalières

Question au Gouvernement n° 4621

Texte de la question

SITUATION DES URGENCES HOSPITALIÈRES

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Tolmont.

Mme Sylvie Tolmont. Plus un jour ne se passe sans que l'on nous remonte de tous les territoires des alertes dramatiques sur un hôpital public qui se désagrège sous nos yeux. Les lits continuent à fermer ; les discontinuités des services d'urgence s'accroissent partout ; le personnel reste tragiquement en pénurie dans tous les services. Pendant ce temps, vous répétez en boucle gestion du passif, Ségur de la santé et nombreux clausus. Ce prétendu passif a pourtant permis, sous le quinquennat de François Hollande, le retour à l'équilibre du régime général de la sécurité sociale pour la première fois depuis 2001, en ramenant le déficit de 17,5 milliards en 2012 à 400 millions en 2017, ne l'oubliez pas.

Aujourd'hui, nous sommes sur le Titanic. Alors que je vous alertais ici même en octobre sur l'état de délabrement des services d'urgence sarthois, le pire est malheureusement advenu avec plusieurs événements graves qui se sont produits en novembre au centre hospitalier de Bailleul, dans ma circonscription.

Pour les patients, le risque vital n'est plus une simple hypothèse : c'est une réalité mortifère. Vous naviguez à vue, alors qu'un plan d'urgence est nécessaire pour réorganiser l'hôpital et sa gouvernance, pour le recentrer sur les soins et la santé publique et pour revoir les politiques de ressources humaines ainsi que les modalités de tarification.

Le Ségur de la santé n'a pas éteint les revendications des soignants car la perte d'attractivité de leur métier n'est pas seulement financière. La pénurie de personnel s'étend au-delà des médecins. Où sont les infirmiers, les aides-soignants qui manquent cruellement pour faire tourner les établissements ? Au centre hospitalier du Mans, ce sont trente postes d'infirmiers qui sont vacants !

Sous le précédent quinquennat, nous avons augmenté les effectifs de la fonction publique hospitalière de 43 000 postes. Vous êtes au pouvoir depuis presque cinq ans : quand allez-vous réagir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SOC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Il y a trois semaines, j'étais à vos côtés dans votre beau département, pas loin du Mans – j'ai bénéficié de votre accueil républicain. Vous m'avez fait part des difficultés rencontrées par votre territoire en matière de désertification médicale. Je vous ai répondu que j'avais conscience du problème, madame la députée : nous le savons, vous et moi, nous en connaissons les causes et nous allons travailler ensemble pour trouver des solutions.

Nous nous sommes ensuite rendus dans le centre de cancérologie de la Sarthe, qui est flambant neuf – il est encore en construction. Si vous avez tendu l'oreille, comme je l'ai fait, vous avez peut-être entendu ce que disaient les directeurs et surtout les médecins présents sur place : « L'hôpital-bashing, ce n'est pas notre truc, nous sommes en train d'innover parce que nous voulons nous en sortir par le haut. »

Mme Sylvie Tolmont. Je ne fais pas de bashing !

M. Olivier Véran, ministre. Ils le disent : c'est en innovant qu'ils parviennent à attirer les médecins qui reviennent dans leur territoire.

Oui, c'est difficile, ont-ils dit, mais en ajoutant qu'ils croient en l'avenir de l'hôpital. On peut comparer nos bilans respectifs, si vous le souhaitez. Vous avez factuellement raison quand vous dites que le déficit de la sécurité sociale s'est résorbé lors du quinquennat précédent, mais il y a une réalité qui ne vous aura pas échappé et qui a marqué le présent mandat : celle de la crise sanitaire. (*Protestations sur les bancs du groupe SOC. – Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Erwan Balanant. Bravo !

M. Olivier Véran, ministre. Je le revendique : le Gouvernement et la solidarité nationale ont permis de payer les vaccins et les tests pour tous les Français sans reste à charge, et les Français ont pu être pris en charge en réanimation sans avoir besoin de présenter leur carte Vitale. Tout cela, évidemment, a un coût pour la nation, mais c'est un coût utile, car il permet de soigner et de sauver des vies.

Enfin, nous pouvons trouver des solutions territoriales grâce au plan d'investissement du Ségur de la santé. Il n'y a ni droite ni gauche : il n'y a que de l'argent public, mis à la disposition de 3 000 hôpitaux et EHPAD de notre pays pour encourager les soignants à tenir bon en leur disant que nous sommes à leurs côtés. Nous avons augmenté leurs salaires ; quant à vous, vous n'avez pas voté la mesure et c'est votre choix.

Vous utilisez l'image du Titanic. Mais j'ai envie de vous dire que les marins – les soignants – sont encore à bord : ils sont en difficulté, ils rament mais ils tiennent bon la barre. Vous, vous continuez à jouer de la flûte. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Tolmont.

Mme Sylvie Tolmont. Je suis désolée mais vous ne répondez pas à ma question. Je vous parle de la pénurie de médecins, de soignants, d'infirmiers et d'aides-soignants que subissent nos hôpitaux : que répondez-vous à cela, s'il vous plaît ?

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Tolmont](#)

Circonscription : Sarthe (4^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4621

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 décembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 décembre 2021](#)